

**Communiqué de presse
Paris, le 20 avril 2026**

Au cours de la deuxième semaine du cessez-le-feu, le service de diplomatie publique de l’Ambassade de la République islamique d’Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l’opinion publique les points suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Sur le plan des évolutions sur le terrain et de la situation sécuritaire, l’attaque armée de bâtiments de guerre américains contre le navire marchand iranien « Touska » en mer d’Oman, et le déploiement de fusiliers marins armés sur son pont, constituent une violation manifeste du cessez-le-feu annoncé et un exemple caractéristique d’acte de guerre et de piraterie d’État, largement relayé par les médias régionaux et les réseaux sociaux, ce qui a renforcé les inquiétudes quant aux véritables intentions de Washington à l’égard du processus de cessez-le-feu.

Parallèlement, de nombreux reportages de médias internationaux et des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux mettent en lumière la persistance des effets dévastateurs des frappes aériennes américaines et israéliennes sur les infrastructures civiles, les écoles et les centres culturels à Téhéran, Minab et dans d’autres villes, et soulignent la dimension humaine de cette guerre.

S’agissant de l’opinion publique mondiale, au cours des vingt-quatre dernières heures, une part importante de la couverture des médias anglophones et des analyses s’est articulée autour de deux axes : premièrement, l’opposition de la majorité des citoyens américains, en particulier des jeunes, à la poursuite de l’aventure militaire contre l’Iran, et la baisse sensible de la popularité du président des États-Unis dans un contexte de préoccupations concernant le coût de la guerre et la crise économique ; deuxièmement, l’absence d’une « stratégie de sortie » claire et la confusion de la Maison-Blanche dans la gestion de cette crise.

Sur les réseaux sociaux également, les hashtags anti-guerre et les critiques visant les politiques de deux poids deux mesures de l’Occident face aux victimes civiles iraniennes sont devenues tendance, et de nombreux journalistes et défenseurs des droits humains ont pointé la persistance de l’impunité des auteurs des attaques contre les écoles et les établissements de santé en Iran.

Sur le plan des manifestations de solidarité transnationale, la cérémonie solennelle organisée à la synagogue des juifs de Youssef-Abad, à Téhéran, en mémoire du Guide martyr de la Révolution islamique et des martyrs de la guerre, qui a bénéficié d’un écho notable dans les médias régionaux et certains réseaux sociaux, a été considérée par les observateurs comme un symbole de la coexistence historique entre musulmans et juifs en Iran et comme un démenti aux narratifs sectaires qui présentent la guerre récente sous la forme d’un « affrontement des religions ».

Ces images, conjointement aux campagnes citoyennes dans divers pays et aux déclarations de centaines de chercheurs, d’universitaires et d’acteurs culturels en faveur de la protection du patrimoine culturel et des institutions scientifiques de l’Iran, contribuent progressivement à façonner, dans l’opinion publique mondiale, un contre-récit dans lequel l’agression récente des États-Unis et d’Israël est perçue comme une attaque contre les infrastructures civiles, éducatives et la mémoire commune de l’humanité.

En définitive, le tableau de ces derniers jours montre que, tandis que les États-Unis et le régime sioniste, en poursuivant leurs actions provocatrices en mer et dans les airs, tentent de modifier à leur avantage l'équilibre sur le terrain et sur le plan psychologique, la montée de la solidarité populaire, les critiques des médias indépendants et les interrogations des milieux universitaires et juridiques en Occident remettent de plus en plus en cause la légitimité de cette guerre et du récit officiel Washington–Tel-Aviv, et créent les conditions d'une expression plus forte de la demande de fin durable du conflit, de respect du droit international et de mise en avant de solutions régionales dans le Golfe persique et le détroit d'Ormuz.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr Massoud Pezeshkian: « L'ennemi a sciemment et délibérément pris pour cible les universités, en tant que foyers du progrès et de la transformation de la société. Nous devons donc renforcer avec tous nos moyens précisément les lieux qu'il a attaqués en connaissance de cause. Sans l'université, ni nos capacités ni notre puissance de défense n'auraient existé... Les gloires qui ont été obtenues dans le domaine de la défense de la patrie sont elles aussi dues aux savants, aux scientifiques et à l'université».



Dr Mohammad-Bagher Ghalibaf, Président du Parlement, sur le réseau X : « Comme je l'ai dit hier soir, le cessez-le-feu n'est que le résultat de la fermeté du Hezbollah et de l'unité de l'axe de la Résistance. Nous aborderons ce cessez-le-feu avec prudence et nous resterons unis jusqu'à l'obtention de la victoire définitive. Je remercie le gouvernement du Pakistan et le général Asim Munir pour leurs efforts de médiation ayant permis ce cessez-le-feu. Nous demeurons fidèles à notre engagement... ».



Mohammad-Bagher Ghalibaf sur X : « En l'espace d'une heure, le président des États-Unis a formulé sept affirmations, et tous ces sept affirmations sont mensongères. Avec ces mensonges, ils n'ont pas gagné la guerre, et ils n'aboutiront certainement à rien non plus dans les négociations. Tant que le blocus se poursuivra, le détroit d'Ormuz ne restera pas ouvert. La navigation dans le détroit se fera sur la base d'un "itinéraire défini" et avec "l'autorisation de l'Iran". Ce n'est pas sur les réseaux sociaux, mais sur le terrain que seront déterminés l'ouverture ou la fermeture du détroit et le régime qui y sera appliqué. La guerre médiatique et l'ingénierie de l'opinion constituent une partie importante de la guerre, mais le peuple iranien ne se laissera pas influencer par ces artifices ».



Mohammad-Bagher Ghalibaf sur X : « À l'ouverture des marchés, le prix du pétrole "digital" (papier) est fixé en fonction de l'ambiance du marché, tout comme celui des obligations, et l'un comme l'autre ne sont que des châteaux de cartes auxquels on ne peut se fier. Le critère principal,

c'est le prix du pétrole physique, c'est-à-dire le prix auquel le pétrole est réellement acheté et vendu, déterminé sur la base des transactions réelles du marché. Avec cette différence que, pour le pétrole, il existe au moins un indicateur appelé "prix du pétrole physique" qui permet de mesurer le degré de manipulation du prix du pétrole digital, alors que, pour les obligations, il n'en va pas ainsi et tout repose uniquement sur un château de cartes ».



Le ministre des Affaires étrangères de l'Iran sur X : « À la suite de l'annonce du cessez-le-feu au Liban, le passage de l'ensemble des navires commerciaux par le détroit d'Ormuz est déclaré entièrement libre pour le reste de la période de cessez-le-feu. Cette navigation devra s'effectuer sur les routes coordonnées et préalablement annoncées par l'Organisation des ports et de la navigation de la République islamique d'Iran ».



Communiqué du Secrétariat du Conseil suprême de sécurité nationale (résumé) :

– Le quarantième jour de la guerre, à la suite de l'annonce officielle par le président des États-Unis de l'acceptation du plan en dix points de l'Iran comme cadre des négociations de fin de guerre, la République islamique d'Iran a accepté, avec la médiation du pays frère et ami qu'est le Pakistan, de mener ces négociations à Islamabad.

– Bien que l'ennemi ait, avant l'ouverture des négociations, accepté d'agir dans le cadre du plan en dix points de l'Iran, il a avancé, au cours des discussions, de nouvelles revendications excessives. C'est pourquoi cette phase de négociations s'est achevée sans résultat concret, et sa poursuite a été renvoyée à une date ultérieure.

Ces derniers jours, avec la présence du commandant de l'armée pakistanaise à Téhéran, en tant qu'intermédiaire et partie médiatrice des discussions, de nouvelles propositions ont été présentées par les Américains, propositions que la République islamique d'Iran est en train d'examiner et auxquelles aucune réponse n'a encore été donnée. La délégation de négociation iranienne, qui est entrée dans le champ de la bataille politique pour consolider les grandes et historiques victoires du peuple iranien dans cette guerre injuste et imposée, en s'en remettant au Dieu Très-Haut et en s'appuyant sur le soutien du peuple, sur une volonté de fer et sur la puissance des armes incendiaires des combattants, n'accordera pas la moindre part à la compromis, au recul ou à la complaisance, et défendra de toutes ses forces les intérêts et les aspirations de la nation iranienne ainsi que le respect du sang précieux versé dans cette guerre pour préserver l'indépendance, la dignité et l'élévation de l'Iran, en particulier le sang pur de notre Guide plus cher que nos vies.

– L'un des préalables indispensables à l'acceptation d'un cessez-le-feu temporaire par l'Iran était l'arrêt des tirs sur l'ensemble des fronts, y compris au Liban, condition que l'ennemi sioniste a violée dès le départ par des attaques sauvages contre le Liban et le Hezbollah héroïque. À la faveur de l'insistance de la République islamique d'Iran, le régime sioniste a fini par accepter un cessez-le-feu au Liban, et il a été convenu que, si l'ennemi respecte le cessez-le-feu sur tous les fronts, le détroit d'Ormuz serait ouvert à titre temporaire, jusqu'à la fin de la période de cessez-le-feu, uniquement pour le passage des navires commerciaux, et non des bâtiments de guerre, ainsi que des navires civils des pays belligérants, et ce sous le contrôle et avec l'autorisation des forces armées iraniennes, et selon l'itinéraire défini par l'Iran.

– Étant donné que l'essentiel du ravitaillement des bases militaires américaines dans la région du golfe Persique est assuré par le passage de navires via le détroit d'Ormuz, et que cela constitue une menace pour la sécurité nationale de la République islamique d'Iran et de la région du golfe Persique, l'Iran est résolu à exercer, jusqu'à la fin complète de la guerre et à l'instauration d'une paix durable dans la région, une surveillance et un contrôle sur le trafic du détroit d'Ormuz. Cela se fera par la collecte d'informations complètes sur les navires en transit, la délivrance de certificats de passage conformément aux règles annoncées par la République islamique d'Iran, adaptées aux conditions de guerre, ainsi que par le paiement des coûts afférents aux services de sécurisation, de sûreté et de protection de l'environnement, et ce sur les routes définies par la République islamique d'Iran.

– Tant que l'ennemi aura l'intention de perturber la circulation des navires et de recourir à des méthodes telles que le blocus naval, la République islamique d'Iran considérera cela comme une violation du cessez-le-feu et empêchera l'ouverture même conditionnelle et limitée du détroit d'Ormuz.

Commandement de la Force navale du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, sur le réseau X (à la suite du blocus américain):

« Un nouvel ordre est instauré sur le détroit d'Ormuz :

1. Les navires civils ne circulent que sur l'itinéraire défini par l'Iran ;
2. Le passage des bâtiments de guerre par le détroit demeure interdit ;
3. Les transits ne se font qu'avec l'autorisation de la Force navale des Gardiens ;
4. Cette circulation intervient dans le cadre de l'accord relatif à la "période de silence" sur le théâtre des combats et après la mise en œuvre du cessez-le-feu au Liban ».



Le commandement de la Force navale du Corps des Gardiens de la Révolution islamique: « Toute violation d'engagement de la part des États-Unis recevra une réponse appropriée. Tant que la circulation des navires ayant pour point de départ ou de destination l'Iran restera menacée, la situation du détroit d'Ormuz restera dans son état actuel, s'il plaît à Dieu ».



Porte-parole du Commandement central des forces armées :

« L'action des États-Unis, consistant à ouvrir le feu sur l'un des navires marchands de l'Iran et à faire débarquer plusieurs de leurs fusiliers marins terroristes sur le pont de ce bâtiment, constitue une violation du cessez-le-feu, et nous avertissons que les forces armées de la République islamique d'Iran répondront bientôt à cet acte de piraterie armée de l'armée américaine et le vengeront. »



2. Les dégâts de la guerre imposée américano-sioniste

Le président de l'Organisation de gestion des crises de Téhéran : « La réparation des dommages subis par plus de 44 000 unités d'habitation à Téhéran durant la guerre de Ramadan est en cours. La majeure partie des 44 750 unités endommagées fait l'objet de travaux de réparation légère et est en cours de reconstruction. Pour les logements gravement endommagés, en plus de l'hébergement des personnes en hôtel ou par la location d'un logement, des mesures de soutien

telles que le paiement des frais de réparation, l'octroi de cartes "bien-être" pour l'achat d'équipements ménagers et l'indemnisation des véhicules endommagés ont été mises en œuvre. L'indemnisation des biens mobiliers des habitations détruites incombe à l'État ».

Le service de communication du ministère de l'Éducation : « Deux cent soixante-dix-neuf élèves sont tombés martyrs lors des attaques américano-sionistes contre notre pays. Parmi eux, on compte 157 garçons et 115 filles dont 5 garçons et 2 filles en âge préscolaire ».

Le président de l'Organisation de médecine légale:

« Depuis le début de la guerre de Ramadan jusqu'à la dernière heure du 10 avril 2026, au total 3 375 personnes sont tombés en martyr, dont 2 875 hommes et 496 femmes. À ce jour, quatre corps n'ont pas encore pu être identifiés en raison de la nature et de la gravité des blessures. Du point de vue des tranches d'âge, nous avons recensé 7 martyrs de moins d'un an, 255 martyrs âgés de 1 à 12 ans, 121 martyrs de 13 à 18 ans, 969 martyrs de 19 à 30 ans, 792 martyrs de 31 à 40 ans, 639 martyrs de 41 à 50 ans, 267 martyrs de 51 à 60 ans, 163 martyrs de 61 à 70 ans et 60 martyrs âgés de 71 ans et plus ».



Le vice-ministre chargé des affaires culturelles et sociales au ministère des Sciences, de la Recherche et de la Technologie : «Lors de cette troisième guerre imposée, 180 membres de la communauté scientifique sont tombés en martyr, dont 18 étudiantes et une enseignante d'université ».



Javier Castellanos, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge: «Notre priorité a été de montrer à la communauté internationale les capacités du Croissant-Rouge iranien, qui dispose de forces très spécialisées et de volontaires hautement qualifiés. Les Sociétés nationales doivent savoir que, durant cette guerre de quarante jours, plus de 100 000 secouristes volontaires étaient prêts à coopérer, et que la Société du Croissant-Rouge de la République islamique d'Iran est un partenaire fiable pour nous au sein de la Fédération. Vous êtes une Société « en or », et nous sommes fiers d'apprendre de vos activités de nouvelles leçons ».



3. Aspects juridiques

Dans la pratique de l'ordre international également, de nombreux États non dotés de l'arme nucléaire, parties au TNP, tels que l'Allemagne, le Japon, le Brésil, les Pays-Bas et d'autres, procèdent, sans devoir obtenir une "autorisation séparée" de l'Agence, à l'enrichissement de l'uranium à des fins pacifiques, sous régime de garanties et de déclarations officielles;



ce qui témoigne de l'existence d'une coutume bien établie consistant à reconnaître l'enrichissement comme partie intégrante du droit général à l'utilisation pacifique [de l'énergie nucléaire].

Une part importante de la doctrine juridique et des interprétations autorisées du TNP – y compris des ouvrages considérés comme des références classiques de ce traité – conclut que l'Iran, comme tout autre État partie au TNP, bénéficie d'un "droit inaliénable et fondamental" à l'enrichissement de l'uranium et à l'accomplissement de l'ensemble des étapes nécessaires du cycle du combustible sur son propre territoire, à des fins pacifiques.

Cette interprétation juridique ne se manifeste pas seulement dans les milieux universitaires et la doctrine du droit international, mais se reflète aussi dans les positions officielles de certains États; ainsi, le représentant permanent de la Russie auprès des organisations internationales à Vienne a explicitement affirmé que l'Iran, en tant que partie au TNP, dispose du "droit complet à l'enrichissement de l'uranium".

Par ailleurs, la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui approuve et "annexe" l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien (JCPOA), souligne expressément, dans son préambule, que le règlement global de la question nucléaire permet à l'Iran de jouir "conformément aux dispositions pertinentes du TNP, du droit de bénéficier de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques" ; un droit qui implique, en pratique, la détention d'un cycle national du combustible, incluant l'enrichissement sous la supervision de l'Agence.

Sur cette base, l'enrichissement de l'uranium et le développement du cycle complet du combustible nucléaire en Iran, dès lors qu'ils s'inscrivent dans un cadre de transparence, de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'engagement à ne pas dévier vers des objectifs militaires, ne sont pas seulement non contraires au TNP, mais constituent au contraire l'expression claire de l'exercice par l'Iran de son droit indiscutable à l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire.

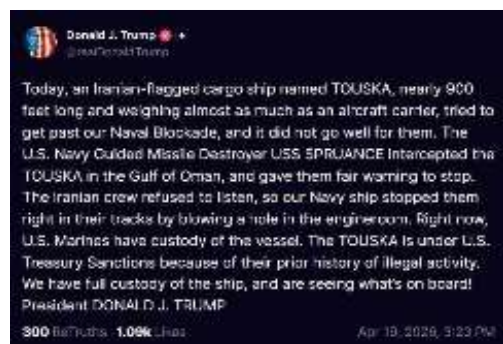
Toute tentative visant à priver l'Iran de ce droit, à le subordonner à la volonté politique d'autres États ou à appliquer à l'égard de l'Iran des critères de deux poids deux mesures par rapport aux autres parties au TNP, est en contradiction avec le texte explicite de l'article 4, avec l'esprit du traité et avec la pratique internationalement reconnue, et n'est pas acceptable d'un point de vue juridique.

Ahmed Aboul Gheit, Secrétaire général de la Ligue des États arabes, a déclaré, en faisant référence aux arsenaux nucléaires dans les territoires occupés : « Israël possède des capacités nucléaires, alors que le Moyen-Orient devrait être exempt d'armes nucléaires ».



4. Actions génératrices de tensions

« Donald Trump sur le réseau Truth Social : Aujourd'hui, un cargo battant pavillon iranien, nommé *Touska*, d'une longueur d'environ 900 pieds et d'un tonnage à peu près équivalent à celui d'un porte-avions, a tenté de franchir notre blocus naval – et les choses ne se sont pas bien passées pour eux. Le destroyer lance-missiles de l'US Navy, l'*USS Spruance*, a intercepté le *Touska* dans le golfe d'Oman et lui a donné l'ordre de s'arrêter. L'équipage iranien n'a pas obtempéré ; notre bâtiment



de la marine a donc, en perforant la salle des machines, arrêté net leur progression. À présent, les marines américains ont le contrôle du navire. Le *Touska* est soumis à des sanctions du département du Trésor américain en raison d'antécédents d'activités illégales. Nous avons le contrôle total du navire et nous sommes en train d'inspecter sa cargaison ! »

« Premier ministre du régime sioniste (lors de sa rencontre avec le président de l'Argentine) : Nous avons obtenu de grands succès dans la guerre contre l'Iran, mais ce n'est pas terminé. Personne ne sait ce qui se produira demain ou après-demain ».

5. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Dans un article publié dans *The Atlantic*, l'auteur, Alan Eyre, soutient que la focalisation de longue date des États-Unis et de l'Occident sur le programme nucléaire iranien a détourné l'attention d'une réalité plus importante : dès le départ, l'Iran a disposé d'un instrument de dissuasion très puissant qui n'est pas technologique, mais géographique. Selon lui, le contrôle du détroit d'Ormuz – passage par lequel transite une part significative des exportations mondiales d'énergie – permet à Téhéran, sans avoir besoin d'armes nucléaires, de faire grimper considérablement le coût de toute confrontation pour l'adversaire. Ce levier peut, en particulier en temps de crise, provoquer un choc sur les marchés mondiaux de l'énergie et entraîner des conséquences qui dépassent largement le champ de bataille.

Eyre explique que cette « arme » est en réalité une forme de dissuasion asymétrique : l'Iran sait que la fermeture, ou même la simple menace de perturbation de cette voie d'eau, affecterait non seulement ses ennemis, mais aussi l'économie mondiale, ce qui incite la partie adverse à davantage de prudence dans ses calculs. Il souligne que cet instrument est rarement utilisé à plein, mais que sa valeur réside précisément dans cette capacité potentielle et dans son effet dissuasif. De ce point de vue, avant même toute avancée militaire sophistiquée, l'Iran a, grâce à sa position géographique, acquis une forme de « pouvoir de dissuasion structurelle » qui continue de jouer un rôle déterminant dans les équations régionales et mondiales.

Selon un reportage du *New York Times* s'appuyant sur des responsables du renseignement américain, l'Iran a conservé, après plusieurs semaines de combats, une part encore importante de ses capacités balistiques. D'après cette évaluation, Téhéran dispose toujours d'environ 70% de ses stocks de missiles balistiques d'avant-guerre et d'environ 60% de ses plateformes de lancement. Ce niveau est jugé par les sources américaines suffisant pour maintenir une capacité de menace ou de perturbation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Ce rapport intervient alors que la guerre et les tensions dans le golfe Persique se poursuivent et que les inquiétudes quant à la sécurité des routes mondiales de l'énergie s'intensifient.



NYT: Iran still able to access around 70% of its pre-war missile stocks, 60% of launchers



D'après le *Wall Street Journal*, le message publié par Donald Trump sur son réseau social, selon lequel « une civilisation entière sera anéantie » en cas d'absence d'accord, serait un geste improvisé et ne ferait pas partie d'un plan formel de sécurité nationale des États-Unis. Le journal, citant des sources gouvernementales, écrit que l'objectif de Trump avec cette menace était d'effrayer la partie iranienne pour pousser Téhéran à mettre fin aux hostilités et à revenir à la table des négociations. Selon ce même reportage, un haut responsable de l'administration Trump a indiqué que Washington cherchait toujours à organiser un nouveau cycle de discussions avec l'Iran au Pakistan, et que l'équipe de négociateurs américains se préparait à ces pourparlers. Le *Wall Street Journal* ajoute que Trump s'est opposé à certains plans militaires très risqués, comme une opération visant à s'emparer de l'île de Kharg, et qu'il a expliqué à ses proches qu'une telle opération transformerait les forces américaines en « cibles sans défense ». D'après ce journal, après l'abattage d'un avion de combat américain au-dessus de l'Iran, il a également passé des heures à crier sur ses collaborateurs et exprimé sa colère face au manque de soutien des Européens dans cette crise.



Un reportage de *Politico*, fondé sur plusieurs télégrammes diplomatiques en provenance d'ambassades américaines (notamment en Azerbaïdjan, à Bahreïn et en Indonésie), montre que la guerre avec l'Iran est en train d'éroder la position des États-Unis dans l'opinion publique et même, dans une certaine mesure, auprès de certains gouvernements alliés ou partenaires. En Azerbaïdjan, une relation qui, auparavant, était décrite comme en phase d'amélioration est désormais qualifiée, « au mieux, de stagnante et fragile » ; à Bahreïn, les autorités doivent répondre à la question de savoir si les États-Unis ne les ont pas « laissées livrées à elles-mêmes » face aux drones et missiles iraniens ; et en Indonésie, le président pourrait être confronté à des pressions croissantes pour réduire la coopération sécuritaire avec Washington. Ces télégrammes décrivent des pays où la défiance vis-à-vis des États-Unis est en hausse, ce qui, si la guerre se poursuit, pourrait se traduire par une baisse de la confiance des gouvernements et un affaiblissement des relations stratégiques.



En Indonésie, le président pourrait être confronté à des pressions croissantes pour réduire la coopération sécuritaire avec Washington. Ces télégrammes décrivent des pays où la défiance vis-à-vis des États-Unis est en hausse, ce qui, si la guerre se poursuit, pourrait se traduire par une baisse de la confiance des gouvernements et un affaiblissement des relations stratégiques. Selon *Politico*, ces documents comportent des demandes implicites adressées à l'administration Trump pour donner davantage de marge de manœuvre aux ambassades dans la lutte contre les récits anti-américains dans les médias et sur les réseaux sociaux ; mais, dans les faits, les représentations diplomatiques ont pour consigne de ne pas produire de « contenu original » sur la guerre avec l'Iran et de se limiter à relayer les messages pré-approuvés par la Maison-Blanche et le Département d'État. Un diplomate américain explique que le climat politique au sein de l'administration Trump a conduit de nombreux diplomates à craindre d'exprimer ouvertement leurs préoccupations, le gouvernement les ayant écartés du processus de décision, en ayant licencié un grand nombre et en mettant l'accent sur la « loyauté » plus que sur l'expertise.

En face, la direction iranienne, en s'appuyant largement sur des robots, des mèmes et un réseau de liens religieux, culturels et sociaux dans divers pays, s'efforce d'affaiblir l'image des États-Unis et de susciter de la sympathie pour Téhéran ; ainsi, tandis que la diplomatie publique américaine est bridée, l'Iran avance activement sur le terrain de la guerre des récits.

6. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise dans la région

Dans les jours et les semaines récentes, le marché mondial de l'énergie, sur fond de tensions géopolitiques dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz, ainsi que de fluctuations fondamentales de l'offre et de la demande, est entré dans une nouvelle phase d'instabilité et de sensibilité.

Pétrole : sur le marché du brut, les données de prix montrent qu'à la mi-avril 2026, le Brent a principalement oscillé, dans les transactions au comptant et à terme, dans une fourchette de 90 à 100 dollars par baril, tandis que le prix moyen mensuel (prix spot/physique de référence) pour le mois d'avril s'est établi aux environs de 122 dollars par baril. Cet écart entre la moyenne mensuelle et les fluctuations quotidiennes reflète à la fois le choc initial provoqué par la perturbation du détroit d'Ormuz, puis la phase de correction progressive des prix, à mesure que s'intensifient les spéculations sur la gestion des tensions et la possibilité d'une réouverture partielle des routes de navigation. Aux côtés du Brent, le pétrole d'Oman, en tant qu'un des indices régionaux importants, après avoir enregistré, à la mi-mars 2026, un record historique – avec un bond des prix jusqu'à des niveaux proches de 150 dollars par baril au plus fort de la crise de circulation dans le détroit d'Ormuz – continue d'être négocié, pour les contrats de livraison de mai, dans une zone voisine de ce niveau, en raison du risque politico-sécuritaire élevé qui prévaut dans la région du golfe Persique et du détroit d'Ormuz. Ce niveau de prix sans précédent pour le pétrole d'Oman montre que le marché prend très au sérieux le risque d'une perturbation durable de l'approvisionnement en provenance du golfe Persique et accorde une prime de risque spécifique aux bruts dont les routes d'exportation dépendent du passage par Ormuz.

Gaz naturel : sur le marché du gaz naturel en Europe, le prix au hub TTF s'est établi, en avril 2026, autour de 35 à 40 euros par mégawattheure ; un niveau significativement inférieur aux pics de la crise gazière européenne, mais qui demeure encore sensiblement supérieur à la moyenne de l'année précédente. Cette situation indique que, même si les stocks de gaz en Europe sont, à court terme, dans un état relativement sûr, le marché continue néanmoins de refléter, dans les prix, une partie du risque pesant sur la sécurité d'approvisionnement depuis le golfe Persique et le détroit d'Ormuz. Aux États-Unis, le prix moyen de l'essence au détail, pour les mois de mars et d'avril 2026, a atteint environ 3,8 à 4 dollars par gallon (soit approximativement 1 à 1,05 dollar par litre), et a franchi, dans de nombreux États, le seuil psychologique des 4 dollars ; un phénomène mis en avant dans les médias américains comme le niveau le plus élevé de ces dernières années. La hausse du coût des carburants, outre son impact direct sur le panier de consommation des ménages, exerce une pression supplémentaire sur le secteur des transports, sur les chaînes d'approvisionnement et sur les indicateurs d'inflation, et renforce la sensibilité de l'opinion publique américaine aux évolutions dans le golfe Persique.

Produits pétroliers : sur le marché des produits raffinés, le prix mondial du kérosène (pétrole lampant / combustible de chauffage) était estimé, à la mi-avril, à environ 1,29 dollar par litre, et les rapports spécialisés du secteur aérien indiquent une augmentation de 20 à 40% du coût du carburant aviation pour les compagnies aériennes et les opérateurs de jets privés par rapport à l'année 2025. Certains analystes avertissent que, si les perturbations sur les flux de brut et de produits raffinés en provenance du golfe Persique se poursuivent, le scénario de "pénuries ponctuelles et régionales de kérosène" dans certains aéroports et sur certaines liaisons long-courrier est tout à fait réaliste, même si l'on reste, à ce stade, éloigné d'une "pénurie structurelle mondiale".

Matières premières stratégiques : dans le domaine des matières premières stratégiques, le marché de l'hélium est confronté à une crise chronique de l'offre ; les arrêts et les limitations de production dans certaines installations clés, ainsi que les tensions géopolitiques, ont entraîné une hausse notable des prix en Europe et en Asie. Les rapports spécialisés montrent que le prix de

l'hélium a atteint en 2025 et 2026 des niveaux sans précédent, et que les industries de pointe, le secteur médical et la recherche mettent en garde contre le risque de pénuries périodiques de ce gaz vital.

Sur le marché des métaux de base, l'aluminium se négocie sur le London Metal Exchange dans une fourchette supérieure à 2 500–3 000 dollars par tonne, et a atteint, lors de certaines séances, des niveaux proches de 3 600 dollars par tonne, soit des valeurs nettement supérieures à la moyenne d'avant 2021. La hausse des prix de l'énergie, le durcissement des réglementations environnementales et le risque de perturbation des routes maritimes – en particulier en cas d'embrasement ou d'insécurité durable dans le détroit d'Ormuz – comptent parmi les principaux facteurs de pression à la hausse sur le prix de métaux fortement consommateurs d'énergie, tels que l'aluminium.

Le marché mondial des engrais chimiques, en particulier des engrais azotés, est lui aussi entré dans un nouveau cycle de hausse des coûts, sous l'effet combiné du prix élevé du gaz et de la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne (MACF). Les estimations indiquent qu'en 2026, du seul fait du MACF, le prix des engrais azotés a augmenté d'environ 7%, et que, à l'horizon 2034, cette hausse pourrait se situer entre 30 et 65% par rapport au niveau du début de 2026. Cette dynamique, conjuguée à des prix du gaz et de l'électricité durablement élevés, exerce une pression supplémentaire sur le coût de production des produits agricoles et sur la sécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde, et tout nouveau choc dans le golfe Persique est susceptible de renforcer encore cette pression.

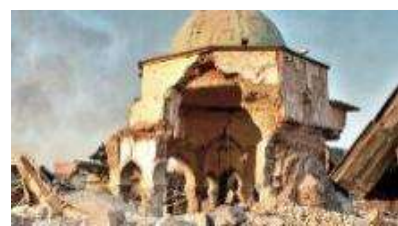
Perspectives : à court terme, les perspectives d'évolution des prix restent fortement liées à la trajectoire des développements géopolitiques dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz.

Dans un scénario de persistance des tensions et de perturbations limitées de la circulation des pétroliers – accompagnées de menaces récurrentes et d'un renchérissement des primes d'assurance – il est attendu que la prime de risque sur le Brent et le pétrole d'Oman se maintienne et que les prix continuent d'évoluer à leurs niveaux élevés actuels (pour le Brent, dans une fourchette de 110 à 130 dollars, et pour l'Oman, dans une fourchette d'environ 145 à 155 dollars). Dans un scénario de désescalade maîtrisée des tensions, avec la mise en place de corridors maritimes sécurisés et l'activation de médiations régionales et internationales, le marché pourrait progressivement purger une partie de cette prime de risque, permettant au Brent de revenir à des niveaux plus proches des fondamentaux de l'offre et de la demande (par exemple, dans une fourchette de 90 à 110 dollars) et de réduire l'écart de prix entre le pétrole d'Oman et le Brent. Dans ce cas, les inquiétudes relatives aux pénuries de kérosène et la pression sur le marché des produits raffinés seraient également atténuées.

Dans un scénario d'escalade du conflit et de blocage quasi total du détroit d'Ormuz – incluant des attaques contre les infrastructures et l'interruption d'une grande partie des flux de pétrole et de gaz naturel liquéfié – le risque d'enregistrer de nouveaux records pour le Brent et le pétrole d'Oman, d'une flambée des prix du kérosène et de l'essence, ainsi que la transmission de vagues inflationnistes de second et troisième tours aux marchés de l'hélium, de l'aluminium et des engrais chimiques, serait extrêmement élevé et pourrait avoir des conséquences profondes sur l'inflation, la croissance économique et la stabilité financière à l'échelle mondiale ».

7. Protestation contre la guerre et solidarité des peuples de la région avec l'Iran

Déclaration de 218 chercheurs français : Le ciblage des centres scientifiques et du patrimoine culturel de l'Iran revient à effacer la mémoire commune de l'humanité et constitue une menace grave pour la recherche à l'échelle mondiale. Selon eux, les frappes récentes ont été conçues dans le but de "déshumaniser



les sociétés du Moyen-Orient” et ont, jusqu’à présent, endommagé plus de 120 sites patrimoniaux.

Un convoi de solidarité composé de 80 militants des médias de Turquie est entré dans le pays le 13 avril 2026, par le poste frontière de Bazargan, pour exprimer sa solidarité avec le peuple iranien et son soutien à l’axe de la Résistance.



Campagne « Jan-fada pour l’Iran » (Prêts à se sacrifier pour l’Iran) : Plus de 28 millions d’Iraniens, en s’inscrivant à la campagne nationale “Jan-fada pour l’Iran”, ont déclaré leur disponibilité à défendre l’intégrité territoriale du pays face aux menaces de l’ennemi américano-sioniste



8. Efforts diplomatiques

Le président de la République islamique d’Iran et le Premier ministre du Pakistan ont eu un entretien téléphonique au cours duquel ils ont échangé des vues sur les derniers développements régionaux, les négociations d’Islamabad et les questions relatives au cessez-le-feu.



Dans cette conversation, le Dr Massoud Pezeshkian a, tout en saluant les efforts soutenus du Pakistan en faveur de l’instauration de la paix, remercié le Premier ministre ainsi que le commandant en chef de l’armée de ce pays pour leurs démarches en la matière. Le président, en faisant référence à la poursuite des manquements aux engagements et aux comportements brutaux et irrationnels des États-Unis pendant les négociations et durant la période de cessez-le-feu, a qualifié la poursuite par ce pays de mesures provocatrices et illégales dans le cadre de ce qu’il appelle le blocus maritime de l’Iran de violation manifeste de l’accord de cessez-le-feu et de contradiction avec la Charte des Nations unies. Il a souligné que de telles actions, conjuguées à la rhétorique menaçante des responsables américains contre l’Iran, ne font qu’accroître la défiance à l’égard du sérieux des États-Unis et mettent davantage en lumière le fait que Washington cherche à répéter les schémas passés et à trahir la diplomatie.

Le Dr Pezeshkian, en réaffirmant la détermination de la République islamique d’Iran à défendre de manière globale l’intégrité de l’Iran face à toute nouvelle aventure des États-Unis et du régime sioniste, a mis en garde contre les conséquences d’une telle situation pour la sécurité de la région et du monde. Le président a également souligné que la République islamique d’Iran est résolue à préserver et à développer ses relations avec l’ensemble de ses voisins, y compris les pays de la rive sud du golfe Persique, sur la base de la bonne voisinage et du respect mutuel, et il a exprimé l’espoir que ces États, à la lumière des expériences récentes, s’emploieront eux aussi à renforcer la paix et la sécurité régionales sur la base d’une coopération collective, à l’abri des ingérences déstabilisatrices des acteurs extrarégionaux, en particulier les États-Unis.

M. Shehbaz Sharif, Premier ministre du Pakistan, a pour sa part, au cours de cet entretien, exposé les efforts déployés par son pays pour mettre fin au conflit et instaurer la paix dans la région, et a informé le président de notre pays de ses récentes consultations avec les États de la région sur ce dossier.

Lors de sa rencontre avec le commandant de l’armée pakistanaise, le Dr Pezeshkian a rappelé, en soulignant l’orientation de la République islamique d’Iran en faveur du renforcement de l’unité du monde islamique, qu’il appréciait le rôle joué par Islamabad dans la médiation et l’instauration du

cessez-le-feu, et a déclaré que Téhéran souhaite la paix et la stabilité durables dans la région et insiste sur la réalisation des droits du peuple iranien dans le cadre des normes du droit international.

Le jeudi soir 10 avril 2026, Massoud Pezeshkian a, lors de sa rencontre avec M. Asim Munir, commandant de l'armée pakistanaise, salué le rôle efficace joué par ce dernier ainsi que par le Premier ministre pakistanais, M. Shehbaz Sharif, dans le processus de médiation et de facilitation de l'instauration du cessez-le-feu, et a exprimé sa gratitude pour l'accueil réservé à la délégation iranienne au cours des négociations d'Islamabad.



Le président a ensuite, en mettant l'accent sur la position de principe de la République islamique d'Iran vis-à-vis du monde islamique, déclaré que la République islamique d'Iran considère tous les pays musulmans comme ses frères, et que cette vision puise sa source dans la conduite du Prophète de l'islam (que la paix soit sur lui). Dans le même temps, a-t-il ajouté, les récentes opérations visant des bases militaires américaines dans la région s'inscrivent dans le cadre des nécessités de la défense et constituent une réponse aux conditions imposées. Selon lui, l'origine d'un grand nombre de guerres et d'instabilités dans la région réside dans les complots du régime sioniste visant à créer des divisions entre les pays islamiques.

Le président a qualifié l'agression des États-Unis et d'Israël contre l'Iran de criminelle et d'illégale. Il a souligné que, depuis le début de ses fonctions, l'ensemble de ses efforts ont été orientés vers le renforcement de la fraternité et de l'amitié à l'intérieur du pays et dans la région, mais que, dès le départ, des actes hostiles et provocateurs de la part des États-Unis et du régime sioniste ont été observés. Il a toutefois affirmé que l'Iran ne recherche pas l'instabilité dans la région et souhaite le développement de relations fraternelles avec les pays voisins et les pays de la région.

Le président, en exprimant une reconnaissance particulière pour le rôle du Pakistan, en tant que pays islamique, dans la recherche de l'arrêt de la guerre, a déclaré que les efforts responsables et constants du Pakistan sont source de satisfaction, et que les autres pays islamiques devraient adopter une approche similaire, car, dans ce cas, les ennemis de l'Oumma islamique ne seraient pas en mesure de faire avancer leurs objectifs.

Pezeshkian, en réaffirmant l'attachement de l'Iran aux cadres du droit international, a déclaré que la République islamique d'Iran cherche à faire valoir les droits de son peuple dans le cadre des règles internationales, et qu'après la fin de la guerre, il sera nécessaire que les pays de la région, en renforçant leurs coopérations réciproques, jettent les bases d'une paix et d'une sécurité durables.

Le président a ensuite posé la question de savoir pourquoi les pays de la région ne pourraient pas assurer eux-mêmes leur sécurité, en précisant que, de la même manière que l'Europe gère sa sécurité au moyen de mécanismes tels que l'OTAN, les pays islamiques peuvent eux aussi, en s'appuyant sur leurs affinités religieuses et culturelles, résoudre leurs problèmes dans un cadre de coopérations collectives.

Pezeshkian, en déclarant que la guerre n'est dans l'intérêt d'aucune des parties, a ajouté que les États-Unis ne sortiront pas victorieux de ce conflit et que ce sont les pays de la région et du monde qui subiront des pertes importantes, alors que seul le régime sioniste cherche à réaliser ses propres ambitions.

Le président a également, en évoquant la « défiance du peuple iranien à l'égard des États-Unis en raison des violations répétées de leurs engagements, des attaques menées en pleine négociation et des assassinats de responsables », déclaré que, malgré ces conditions, la République islamique d'Iran, en s'appuyant sur des relations fraternelles avec les pays amis, dont le Pakistan, a choisi cette voie, mais qu'elle défendra naturellement avec fermeté les intérêts de sa nation.

Au cours de cette rencontre, M. Asim Munir, commandant de l'armée pakistanaise, en faisant référence à la situation actuelle de la région, a déclaré que, même si cette guerre prendra fin, la région ne reviendra pas à la situation d'avant, et qu'il est nécessaire que tous les pays collaborent pour la reconstruction, la stabilité et le retour au calme dans la région.

Asim Munir a également insisté sur le soutien apporté par la Chine, l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie aux démarches diplomatiques tout au long de cette crise, en soulignant l'importance de la poursuite de cette coopération. Il a affirmé, en mettant l'accent sur les efforts en cours pour mettre fin à la guerre : « Tout en étant convaincus que nous pouvons parvenir assez rapidement à un accord, nous soulignons que cette guerre n'aura pour résultat que destruction et pertes. » Le commandant de l'armée pakistanaise a également présenté un rapport sur l'état des négociations et exprimé l'espoir que, dans un avenir proche, un accord soit conclu et que la guerre prenne fin.

Seyed Abbas Araqchi et Mohammad Ishaq Dar, ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Pakistan, ont également eu un échange téléphonique et un dialogue sur les derniers développements régionaux et internationaux, ainsi que sur les relations bilatérales. Le vice-Premier ministre pakistanais, en détaillant les efforts de son pays pour mettre un terme à la guerre et instaurer la paix dans la région, a réaffirmé la disponibilité de celui-ci à poursuivre les consultations dans ce domaine. Le ministre iranien des Affaires étrangères, tout en saluant les bons offices et la médiation du Pakistan dans les négociations liées au cessez-le-feu et à la fin de la guerre, a rappelé l'approche responsable de l'Iran en entrant dans un processus diplomatique pour mettre fin au conflit. En se référant aux expériences douloureuses de l'année écoulée et aux manquements répétés des États-Unis à leurs engagements – en particulier les agressions militaires contre l'Iran en pleine négociation, aux mois de juin 2025 et février 2026 – il a qualifié les récentes violations du cessez-le-feu par ce pays, les menaces visant les ports, les côtes et les navires iraniens, la rhétorique menaçante, la présentation de demandes irréalistes et les contradictions permanentes de signes évidents de la mauvaise foi et du manque de sérieux des États-Unis en matière de diplomatie. Il a souligné que la République islamique d'Iran utilisera toutes ses capacités pour protéger les intérêts et la sécurité nationale de l'Iran.



9. Participation massive et continue de la population dans les rues à l'occasion du quarantième jour du martyr du Guide de la Révolution

Organisation d'une cérémonie commémorative en hommage au Guide martyr de la Révolution islamique, l'ayatollah Seyyed Ali Khamenei, à la synagogue de Youssef-Abad à Téhéran



Jeunes filles de Téhéran participant au défilé « Prêtes au sacrifice »



Fresque monumentale des martyrs de l'école de Minab sur la façade de la tour Azadi



Port-drapeaux que sont les filles d'Iran lors de l'« épopée de la rue »



Manœuvres symboliques des « filles prêtes au sacrifice pour l'Iran »



Six enfants et neuf adultes martyrs issus d'une même famille dans la ville de Tchahar Bagh, près de Karaj, lors d'un bombardement américano-sioniste



Six femmes martyres issues d'une même famille lors d'un bombardement américano-sioniste dans le village de Khizab, près de Khomein



Retour à Chiraz de neuf marins de la Marine de l'armée, membres de l'équipage de la frégate *Dena*



Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France

Carte de l'Iran réalisée grâce au talent d'un artiste baloutche

